

Ouverture de la 7e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad VII) Comment la technologie et l'innovation peuvent résoudre les problèmes de l'Afrique ?

Maxime Serge MIHINDOU
Yokohama/Japon

Les assises de Yokohama vont certainement ouvrir une nouvelle ère dans les relations économiques entre le Japon et l'Afrique. Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a présenté, hier, son "Plan Marshall" pour régler les principaux maux dont souffrent les États africains. Une offre de coopération économique inédite et déjà entièrement adoubee par les chefs d'Etat du continent qui y voient une formidable opportunité de développement accéléré.



Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a ouvert hier à Yokohama, le 7e sommet de la Ticad.

secteur privé japonais en Afrique ont atteint les 20 milliards de dollars. Des entreprises qui possèdent une histoire de plus d'un siècle jusqu'aux toutes nouvelles start-ups. La nature et l'objet des investissements sont très variés, mais tous visent à apporter de la valeur à l'Afrique", a indiqué Shinzo Abe.

Avant de poursuivre : "Notre nouvelle Ticad constitue un grand tremplin pour ce que j'appelle le "deux E deux I" (EEII). Les deux "E" d'EEII signifient Entrepreneuriat (entrepreneurship) et Entreprise. Ce partenariat pousse vers le haut les deux "I" que sont l'Investissement et l'Innovation. J'en fais la promesse : le gouvernement japonais fera tous ses efforts pour que cet élan d'investissements privés de 20 milliards de dollars de ces 3 ans grandit jour après jour. Par exemple, en coopérant avec les institutions financières locales, nous mettrons en place des mécanismes couverts à 100% par des assurances sur le commerce extérieur". Pour le Japon, l'époque

est venue où la science, la technologie et l'innovation permettront de résoudre les problèmes de l'Afrique. "Bientôt, des micros satellites fabriqués en commun par le Rwanda et l'Université de Tokyo y feront leur apparition. Ces satellites permettent d'observer depuis l'espace, l'état des cultures et des ressources en eau du Rwanda (...) Le 1er octobre dernier, l'Angola et le Brésil ont été reliés par un câble sous-marin de très grande capacité. C'est la première fois qu'un câble relie directement l'Afrique à l'Amérique du Sud. C'est un accomplissement qui resplendit dans l'histoire des télécommunications. Lorsque je dis que c'est la société japonaise NEC qui a posé ce câble de 6165 km, je ne peux m'empêcher de ressentir de la joie. Répétons-le. Notre gouvernement et la Nouvelle Ticad soutiendront de toutes leurs forces les entreprises japonaises qui parient sur l'avenir de l'Afrique", a souligné le Premier ministre japonais.

LE Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a officiellement ouvert hier à Yokohama au Japon, les travaux de la 7e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad VII) en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement et des acteurs de la société civile. Organisée en partenariat avec l'Onu, la Banque

mondiale, le Pnud et l'Union africaine, et placée sous le thème principal : "Faire progresser le développement de l'Afrique en recourant aux peuples, à la technologie et à l'innovation", les enjeux de cette 7e édition reposent sur 3 piliers importants. Il s'agit, premièrement, de promouvoir la transformation économique du continent africain et améliorer

l'environnement et les institutions en faveur du commerce et à travers l'innovation et l'engagement du secteur privé. Deuxièmement, de promouvoir une société résiliente et durable pour la sécurité alimentaire et, enfin, troisièmement, de renforcer la paix et la stabilité sur le continent en renforçant notamment l'Etat de droit et la bonne gouvernance.

A travers cette triptyque, le chef du gouvernement nippon entend donner un coup d'accélérateur aux projets intégrateurs lancés lors de la 6e édition de la Ticad qui s'est déroulée en 2016 à Nairobi au Kenya et qui, selon lui, doit constituer le point de départ de ce qu'il a qualifié de "Nouvelle Ticad". "Au cours de ces trois ans, les investissements du

Petit angle

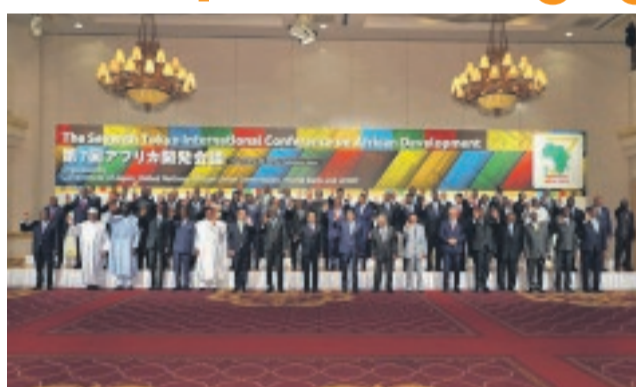
Comblant le retard par des engagements forts

MSM
Yokohama/Japon

Futur eldorado mondial de la croissance, l'Afrique marginalisée hier, fait aujourd'hui l'objet de toutes les convoitises de la part des grandes puissances émergentes d'Asie. Conscient de ce nouvel enjeu stratégique, le pays du Soleil levant ne veut plus rester en rade, au risque de rater le coche.

Face à la montée en puissance des géants asiatiques sur le continent africain tels que la Chine et sa "Nouvelle route de la soie" ou encore l'Inde, le Japon veut combler son retard afin de ne pas rater le coche du futur grand foyer

de la croissance mondiale. Face à ce nouvel enjeu géopolitique, le Premier ministre Shinzo Abe a proposé aux chefs d'Etat africains un nouveau modèle de coopération qui limite l'endettement, mais favorise l'éclosion d'Etats africains économiquement forts et stables politiquement. Infrastructures de santé telles que la construction des réseaux d'adduction d'eau et des réseaux d'eaux usées ; Conseils en matière de nutrition ; Médiation dans le règlement des conflits interétatiques ; Formation pour l'acquisition d'une main d'œuvre africaine qualifiée dans le domaine de la logistique ; Lutte contre la piraterie maritime ; Réduction des



Le Japon, devant les responsables des délégations, notamment africaines, souhaite combler le retard par rapport à d'autres grands pays asiatiques présents en Afrique.

déchets produits par les villes d'Afrique ainsi que la promotion de la réutilisation et de la régénération ; Protection du bassin Indo-Pacifique qui relie l'Afrique au Japon.

Mais aussi prévention des conflits à travers la "Nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique", ou NAPS... Autant de secteurs dans lesquels les

différents Etats devraient s'investir. "La Ticad n'a cessé de regarder la lumière dans l'avenir de l'Afrique, et en cela, elle, ne s'est pas trompée. Elle a cru en la force de l'Afrique et elle a eu raison. La philosophie de la Ticad, qui attache de l'importance à la propriété (ownership), au partenariat (partnership) et à l'individu, continuera de guider les mains de l'Afrique et du Japon, sans vaciller d'un pouce", a insisté Shinzo Abe. Du président en exercice de l'Union africaine, Mohamed Abdelfattah El-Sisi au président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, en passant par Paul Kagamé (Rwanda), Maky Sall (Sénégal), Uhuru Kenyatta

(Kenya), João Lourenço (Angola), Felix Tshisekedi (RDC)... Tous les chefs d'Etat présents à ces assises ont tenu, à tour de rôle, dans un langage franc et direct, à exprimer leurs attentes respectives et leurs espoirs quant à l'offre de coopération inédite du Japon. "Depuis le premier sommet de la Ticad qui s'est tenu à Tokyo en 1993, le processus de la Ticad a démontré qu'il était l'une des plateformes les plus fécondes en ce qu'il rassemble différents partenaires pour soutenir ses aspirations en matière de développement", a indiqué le président en exercice de l'Union africaine, l'Egyptien Mohamed Abdelfattah El-Sisi.

Maxime Serge Mihindou
Yokohama/Japon

AUCUN pays africain ne veut rater la main tendue du Japon dans sa nouvelle approche de coopération économique. Pour cette 7e édition, le gouvernement a dépêché le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie, de l'Intégration régionale et des Gabonais de l'étranger, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et celui de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scienti-

fique et du Transfert de technologies, Jean de Dieu Moukagni Iwangou. Le chef de la diplomatie gabonaise s'est fait le porte-parole des structures parapubliques en quête de partenariats forts, à savoir l'Anpi, l'Agatour et la GOC dont les directeurs

Alain-Claude Bilie By Nze (d) s'est fait le porte-parole des structures parapubliques en quête de partenariats.



généraux respectifs ont multiplié les rencontres "B to B" avec les entreprises japonaises. Quant à Jean de Dieu Moukagni Iwangou, il prendra la parole dans le cadre de la réunion de dialogue ministérielle Afrique-Japon sur les sciences, les technologies et l'innovation (STI) selon les objectifs de durabilité. En effet, il est opportun de rappeler l'importance de la modernisation de l'enseignement et de la formation, qui requiert la mobilisation des nouvelles technologies et l'implémentation des

questions scientifiques pour la dématérialisation de l'enseignement supérieur au Gabon. Ce panel sera organisé en partenariat avec le ministère japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie, l'Agence japonaise pour la science et les technologies (STI), la Société japonaise pour la promotion des sciences (JSPS) et l'Agence japonaise pour la recherche médicale et le développement (Amed).